

505LH223/2

5211

(1940)

Livraison d'office à domicile des bagages
enregistrés pour Paris pendant la
période consécutive à l'Armistice

Lettre S.N.C.F. au M. des Com.	8. 8.40
Dépêche M.T.P. à S.N.C.F.	12. 8.40
Lettre S.N.C.F. au M. des Com.	20. 8.40
- - au -	16. 9.40
Lettre S.N.C.F. au M. des Com.	10.11.40

Livraison d'office à domicile des bagages

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

521-21

40-04

COPIE

10 novembre 1940.

D 5242/4

Monsieur le Ministre,

Sous référence C.F. 2-1553, vous avez bien voulu me faire connaître que vous n'aviez pas d'objection au sujet des mesures faisant l'objet de notre lettre du 16 septembre concernant la livraison d'office à domicile des bagages enregistrés pour Paris.

Vous auriez désiré toutefois que le service des bagages soit assuré dans les conditions normales en même temps que la mise en vigueur des horaires d'hiver, c'est-à-dire le 6 octobre 1940.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'importance ~~aux~~ du tonnage et du volume des bagages n'a pas permis le retour pur et simple au régime normal à la date considérée.

La situation est actuellement la suivante :

Régions Nord et Est - Les bagages n'ont pas cessé d'être livrés en gare, les voyageurs ayant la faculté de demander la livraison à domicile par les soins de l'organisation DUCHEMIN.

Région Sud-Ouest - Depuis le 20 octobre, l'acheminement des bagages a pu être normalement assuré par les trains de voyageurs; la livraison à l'arrivée a été reportée de Paris-Ivry sur Paris-Austerlitz; la livraison à domicile n'est effectuée que sur demande expresse des voyageurs.

Régions Ouest et Sud-Est - Le voyageur a le choix, au départ, entre la livraison en gare et la livraison à domicile; des avis apposés dans les gares informent le public que la livraison à domicile sera effectuée si le voyageur ne demande pas à la gare expéditrice que les bagages soient mis à sa disposition à la gare d'arrivée.

Ces mesures ont permis notamment de faire face à

....

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications
Direction Générale des Transports - 2ème Bureau

l'augmentation massive du tonnage des bagages résultant du report sur Paris-Lyon des trains rapides aboutissant antérieurement à Paris-Est et à Paris-Austerlitz.

Il reste entendu que nous reviendrons au régime normal, dans l'ensemble des gares, dès que les circonstances le permettront et qu'il vous en sera rendu compte.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

signé: FOURNIER.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

D 5242/4

16 septembre 1940

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Par dépêche 2ème Bureau - 1553 - du 2 septembre 1940, vous avez bien voulu m'informer que vous approuviez le tarif proposé pour la livraison à domicile des bagages, sous réserve que la proposition sera complétée par l'indication d'un délai maximum de livraison qui pourrait être fixé au double du délai normal de factage.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que nous sommes d'accord sur cette disposition et nous vous adressons, ci-joint, un projet de tarif ~~complété~~ complété.

Par ailleurs, pour répondre à vos observations et compte tenu de la situation actuelle du trafic, nous nous proposons d'adopter, sauf objections de votre part, le régime suivant pour la livraison des bagages à Paris, régime qui laisserait au voyageur la possibilité de retirer lui-même ses bagages en gares à l'arrivée.

A la gare de départ, le voyageur "se verrait" offrir le choix entre la livraison à domicile, avec application du tarif qui vous a été soumis, et la livraison en gare. Si ce second mode de livraison était revendiqué - et nous ne pourrions plus alors accepter ultérieurement de demandes de livraison à domicile - les bagages seraient mis à disposition dans la gare de Paris correspondante, soit Paris-Nord, Paris-Est, Paris-Lyon, Paris-Montparnasse, Paris-Saint-Lazare, Paris-Ivry.

Nous devons, en effet, prévoir la livraison des bagages dans cette dernière gare, car il nous est impossible, à l'heure actuelle, d'assurer correctement le service des bagages à Paris-Austerlitz.

Bien entendu, aussitôt que le volume du trafic le permettrait, nous reporterions partout la livraison des bagages dans les gares voyageurs.

.....

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications
Direction Générale des Transports - PARIS -

Il ne nous est pas possible actuellement, compte tenu de l'importance du trafic à assurer, de garantir l'acheminement par le train emprunté par le voyageur. Cependant, les bicyclettes isolées seraient, dans toute la mesure du possible, acheminées dans les fourgons des trains, pour que les voyageurs puissent les retirer à l'arrivée dans les gares terminus, et ceci même pour Paris-Austerlitz.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil
d'Administration,

P. FOURNIER.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

D. 5242-4

Paris, le 20 août 1940

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Comme suite à votre dépêche C.F.2 n° 1553 du 12 courant au sujet de la livraison d'office des bagages à domicile dans les gares de Paris, j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation un tarif qui serait appliqué tant que nous assurons nous-mêmes la livraison des bagages. Ce tarif est celui qui était déjà appliqué depuis longtemps par les Sociétés qui effectuaient, avec notre accord, ce service à titre libre.

Les prix de ce tarif sont portés à la connaissance du public par voie d'affiches apposées dans les gares.

Nous donnons copie de cette communication au Service du Contrôle Economique des Chemins de fer et nous faisons les communications d'usage.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

P. Le Président du Conseil d'Administration,
Le Vice-Président,

Signé : GRIMFRET.

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat aux Communications,
Direction Générale des Chemins de fer et des Transports
(2ème bureau).-

MINISTERE
DES TRAVAUX PUBLICS

Direction Générale
des Transports

2ème Bureau

Paris, le 12 août 1940

D 5242/4

G.F.2-1553

LE MINISTRE

à Monsieur le PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
de la SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Par lettre du 8 août 1940, vous m'avez fait connaître qu'en raison de l'encombrement actuel des salles de bagages des gares de Paris, vous aviez l'intention de faire livrer d'office à domicile, à dater du 13 août courant et jusqu'à nouvel avis, les bagages enregistrés pour les gares de Paris des Régions Ouest, Sud-Ouest et Sud-Est (à l'exception du trafic de banlieue); les tarifs appliqués seraient les tarifs ordinaires de la livraison à domicile.

J'ai l'honneur de vous faire remarquer qu'aux termes de l'article 17, paragraphe VI, des Tarifs généraux voyageurs et bagages, la situation que vous signalez aurait dû être constatée par l'Inspecteur des Transports, le chemin de fer étant autorisé à procéder au camionnage d'office des bagages non retirés dans un délai de 3 jours pour les gares de Paris.

D'autre part, les frais de camionnage sont ceux des tarifs fixés par le Ministre des Travaux Publics.

Dans ces conditions, je ne m'oppose pas, eu égard à la situation que vous signalez, au camionnage et à la livraison d'office des bagages de l'espèce, étant entendu que les tarifs appliqués seront ceux des tarifs de camionnage dûment approuvés.

Pour le Ministre et par délégation,

Le Conseiller d'Etat,
Secrétaire Général
des Travaux et Transports
au Ministère des Communications,

Signé : SCHWARTZ.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

— : — : — : — : — : — : — : — :

Conseil d'Administration

D 5242.4

Paris, le 8 août 1940

Monsieur le Ministre,

Les voyageurs arrivant à Paris avec des bagages éprouvent de grosses difficultés pour le transport de leurs colis de la gare à leur domicile, par suite de l'absence complète de taxi et de la pauvreté des autres moyens d'acheminement à leur disposition.

Il en résulte de grosses sujétions pour notre Service et nos salles de bagages sont tellement encombrées qu'en plusieurs points nous avons dû ouvrir des chantiers de livraison supplémentaires, d'où complications pour le public.

Pour remédier à cette situation, la Société Nationale des Chemins de fer qui dispose de moyens d'enlèvement suffisants a l'intention de faire livrer d'office à domicile, jusqu'à nouvel avis, les bagages enregistrés pour les gares de Paris des Régions Ouest, Sud-Ouest et Sud-Est (à l'exception du trafic de banlieue).

Le public serait avisé de cette mesure par des communiqués passés dans la presse parisienne et dans la presse provinciale, ainsi que par la radio. En outre, des affiches seraient apposées dans les gares de province à proximité immédiate des guichets d'acceptation des bagages.

Les tarifs appliqués seraient les tarifs ordinaires de la livraison à domicile.

Cette mesure présentant un grand intérêt pour le public et étant de nature à faire disparaître toutes les difficultés qu'éprouvent actuellement nos usagers et nos Services, nous nous proposons, sauf objection de votre part, de la mettre en application le 10 août prochain.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

P. Le Président du Conseil d'Administration,
Le Vice-Président
signé : GRIMPRET.

[illegible]

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

[illegible]

Conseil d'Administration

D 5242.4

Paris, le 8 août 1940

Monsieur le Ministre,

Les voyageurs arrivant à Paris avec des bagages éprouvent de grosses difficultés pour le transport de leurs colis de la gare à leur domicile, par suite de l'absence complète de taxi et de la pauvreté des autres moyens d'acheminement à leur disposition.

Il en résulte de grosses sujétions pour notre Service et nos salles de bagages sont tellement encombrées qu'en plusieurs points nous avons dû ouvrir des chantiers de livraison supplémentaires, d'où complications pour le public.

Pour remédier à cette situation, la Société Nationale des Chemins de fer qui dispose de moyens d'enlèvement suffisants a l'intention de faire livrer d'office à domicile, jusqu'à nouvel avis, les bagages enregistrés pour les gares de Paris des Régions Ouest, Sud-Ouest et Sud-Est (à l'exception du trafic de banlieue).

Le public serait avisé de cette mesure par des communiqués passés dans la presse parisienne et dans la presse provinciale, ainsi que par la radio. En outre, des affiches seraient apposées dans les gares de province à proximité immédiate des guichets d'acceptation des bagages.

Les tarifs appliqués seraient les tarifs ordinaires de la livraison à domicile.

Cette mesure présentant un grand intérêt pour le public et étant de nature à faire disparaître toutes les difficultés qu'éprouvent actuellement nos usagers et nos Services, nous nous proposons, sauf objection de votre part, de la mettre en application le 10 août prochain.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

P. Le Président du Conseil d'Administration,
Le Vice-Président
signé : GRIMPRET.

Monsieur le Ministre des Communications.-

**MINISTÈRE
DES TRAVAUX PUBLICS**

**Direction Générale
des Transports**

2ème Bureau

D 5242/4

C.F.2-1553

Paris, le 12 août 1940

LE MINISTRE

**à Monsieur le PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
de la SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS**

Par lettre du 8 août 1940, vous m'avez fait connaître qu'en raison de l'encombrement actuel des salles de bagages des gares de Paris, vous aviez l'intention de faire livrer d'office à domicile, à dater du 13 août courant et jusqu'à nouvel avis, les bagages enregistrés pour les gares de Paris des Régions Ouest, Sud-Ouest et Sud-Est (à l'exception du trafic de banlieue); les tarifs appliqués seraient les tarifs ordinaires de la livraison à domicile.

J'ai l'honneur de vous faire remarquer qu'aux termes de l'article 17, paragraphe VI, des Tarifs généraux voyageurs et bagages, la situation que vous signalez aurait dû être constatée par l'Inspecteur des Transports, le chemin de fer étant autorisé à procéder au camionnage d'office des bagages non retirés dans un délai de 3 jours pour les gares de Paris.

D'autre part, les frais de camionnage sont ceux des tarifs fixés par le Ministre des Travaux Publics.

Dans ces conditions, je ne m'oppose pas, eu égard à la situation que vous signalez, au camionnage et à la livraison d'office des bagages de l'espèce, étant entendu que les tarifs appliqués seront ceux des tarifs de camionnage dûment approuvés.

Pour le Ministre et par délégation,

**Le Conseiller d'Etat,
Secrétaire Général
des Travaux et Transports
au Ministère des Communications,**

Signé : SCHWARTZ.